



PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Usagers et des Libertés Publiques
Bureau de l'Environnement

40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 03 29 77 55 55 - Télécopie 03 29 79 64 49

ARRETE PREFECTORAL N°2013-0338

**Portant déclaration d'utilité publique la dérivation des eaux
souterraines et l'instauration des périmètres de protection**

**Portant autorisation d'utiliser de l'eau en vue de la consommation humaine
pour la production et la distribution par un réseau public**

Concernant

La commune de Fresnes-au-Mont

**Nom des captages : Sources de la Gillotte Nord-Ouest, de la Gillotte Sud-Est
et Fontaine de la Gillotte**

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
- Vu** le décret du 14 septembre 2012 nommant Madame Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
- Vu** l'arrêté n°2012-2368 du 1^{er} octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Hélène COURCOUL-PETOT, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse ;
- Vu** la délibération de la commune de Fresnes-au-Mont en date du 5 juin 2005 ;
- Vu** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à l'instauration des périmètres de protection rendu le 27 novembre 2009 ;
- Vus** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 octobre au 19 octobre 2012 ;
- Vus** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 19 novembre 2012 ;
- Vu** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Meuse en date du 11 février 2013 ;
- Vu** le récépissé de déclaration de prélèvement au titre du code de l'environnement délivrée à la commune de Fresnes-au-Mont en date du 29 septembre 2009 ;

CONSIDERANT

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Fresnes-au-Mont énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Fresnes-au-Mont ;

Qu'il convient de protéger la ressource en eau de la commune de Fresnes-au-Mont et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour de la source de la Gillotte Nord-Ouest, la source de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse :

ARRETE

CHAPITRE 1: DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PRÉLÈVEMENT DE L'EAU

ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Fresnes-au-Mont :

- ✓ Au titre de régularisation, les travaux de réalisation de la source de la Gillotte Nord-Ouest, la source de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte ;

Ouvrages concernés

Nom de l'ouvrage	Indice Minier	Section	N° de parcelle	Commune d'implantation
La Gillotte Sud-Est	0192-1X-0027	ZA	28	Fresnes-au-Mont
La Gillotte Nord-Ouest	0192-1X-0026	ZA	28	Fresnes-au-Mont
Fontaine de la Gillotte	0192-1X-0011	A (feuille 7)	508	Fresnes-au-Mont

- ✓ Au titre de régularisation, la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine induite par les ouvrages, sur la commune de Fresnes-au-Mont ;
- ✓ Les périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de la source de la Gillotte Nord-Ouest, la source de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

La commune de Fresnes-au-Mont est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage de la source de la Gillotte Nord-Ouest, la source de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Le débit d'exploitation autorisé est :

- débit de prélèvement maximum annuel de 31 500 m³.

ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagement du captage

Les eaux de la source de la Gillotte Nord-Ouest, la source de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte proviennent de l'aquifère des calcaires de l'Oxfordien supérieur. Les eaux collectées sont conduites vers le réservoir de 150 m³ puis vers la station de surpression qui permet de desservir le village.

Les coordonnées topographiques Lambert (zone II étendu) de la source de la Gillotte Nord-Ouest sont :

- X = 825,866 km, Y = 2 438,430 km et Z = 292 m.

Les coordonnées topographiques Lambert (zone II étendu) de la source de la Gillotte Sud-Est sont :

- X = 825,906 km, Y = 2 438,430 km et Z = 293 m.

Les coordonnées topographiques Lambert (zone II étendu) de la Fontaine de la Gillotte sont :

- X = 825,797 km, Y = 2 438,331 km et Z = 284 m.

ARTICLE 4 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage et s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 4.1 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMEDIATE ET RAPPROCHEE

Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sera réalisée par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique au frais du pétitionnaire.

Les prescriptions des périmètres de protection peuvent être révisées, par décision préfectorale après enquête publique, à tout moment en fonction des résultats du contrôle sanitaire effectué sur les eaux par un service habilité, notamment en cas de dépassement des normes de potabilité d'un ou plusieurs des paramètres analysés, de manière répétée et récurrente ou significativement élevée, et faisant apparaître une dégradation de la qualité de l'eau.

Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Fresnes-au-Mont et l'Agence Régionale de Santé de Lorraine soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 4.2 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

Les périmètres de protection immédiate sont constitués des parcelles cadastrées suivantes :

- pour les sources Nord-Ouest et Sud-Est : parcelle n°28 section ZA de la commune de Fresnes-au-Mont en partie, d'une surface de 1 044 m².
- pour la source de la Fontaine de la Gillotte, parcelle n°508 section A (feuille 6) de la commune de Fresnes-au-Mont en partie, d'une surface de 814 m².

Des servitudes sont instituées sur les terrains des périmètres de protection immédiate suivant les prescriptions suivantes :

Les terrains des périmètres de protection immédiate doivent demeurer la propriété de la commune de Fresnes-au-Mont. Ils doivent être clôturés et munis d'une fermeture sécurisée, et n'être accessible qu'aux personnes chargées du contrôle des eaux ou de l'entretien du captage. Aucune activité en dehors de l'exploitation des ouvrages de prélèvements et de l'entretien des périmètres de protection immédiate n'y est autorisée.

Les emprises des périmètres de protection immédiate doivent être entretenues annuellement par débroussaillage saisonnier, les arbres étant supprimés et les déchets de coupes évacués du site. Aucun produit chimique ou organique ne sera utilisé.

ARTICLE 4.3 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Le périmètre de protection rapprochée occupe une surface de 1 152 421 m² et comprend les parcelles suivantes :

- parcelles n° 501, 505 à 507, 508pp, 509, 511, 519, 617, 618pp, 641, 654 à 671 et 940pp de la section A, parcelles n°28pp, 29 et 36 de la section ZA, sur la commune de Fresnes-au-Mont ;
- parcelles n°2 et 3 de la section A, sur la commune de Nicey-sur-Aire ;
- parcelles n°213 de la section A en partie, sur la commune de Rupt-devant-Saint-Mihiel.

Dans le périmètre de protection rapprochée, la commune de Fresnes-au-Mont peut instaurer un droit de préemption urbain et prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, dans les conditions définies aux articles L.211-1 du code de l'urbanisme et R.1321-13-3 et 4 du code de la santé publique.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions suivantes :

L'ouverture d'excavations de plus de 50 cm de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles sauf en cas de remplacement des canalisations du captage existant. Le comblement des excavations est réalisé avec des matériaux naturels inertes.

La création de nouvelle voie de communications ou aire de parking est interdite. Les travaux de voirie existante sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et de mettre en herbe les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement immédiatement après les travaux.

L'entretien des talus, des fossés et des accotements des chemins avec des produits phytosanitaires est interdit. Dans les bois, l'utilisation de produits phytosanitaires est seulement autorisée en cas d'attaque grave pouvant mettre en cause la survie des peuplements et après avis des autorités compétentes.

Les stockages et dépôts de toute nature sont interdits, à l'exception :

- des aires de dépôts de grumes qui doivent être implantées à plus de 300 m du point d'eau et des dépôts de bois enstéré qui doivent être implantés à plus de 100 m. Dans les deux cas, le stockage ne doit pas dépasser 6 mois et l'utilisation de produit de conservation des bois coupés est interdite.
- le stockage provisoire d'hydrocarbures liés aux activités forestières doit être limité à l'approvisionnement des tronçonneuses et être réalisé sur rétention mobile.

L'agrainage en station fixe est interdite, l'agrainage linéaire est interdit à moins de 100 m des captages et à 50 m de part et d'autre de l'axe des vallons ainsi que dans les dépressions marquées.

Sont par ailleurs interdites dans ce périmètre les activités suivantes :

- La création de nouveaux points de prélèvement d'eau ou de sondages de toute nature, à l'exception de ceux au bénéfice de la collectivité bénéficiaire de l'autorisation et après autorisation préfectorale ;
- Toute construction ;
- L'ouverture ou exploitation de carrière ;
- La création de plan d'eau ;
- La pose de canalisations de toute nature, à l'exception du remplacement des canalisations d'eau existantes ;
- Le défrichement, le brûlage des rémanents et des branchages issus des coupes et l'affouragement ;
- L'abandon et l'enfouissement des cadavres et des sous produits de gibiers résultant des parties de chasse,
- Les rejets et épandages d'effluents organiques liquides de toute nature, ainsi que l'épandage des boues de station d'épuration ;
- Le drainage agricole, ainsi que le maraîchage, les serres et pépinières ;
- L'implantation d'abris pour animaux et l'utilisation d'installations mobiles de traite ;
- Les courses ou manifestations utilisant des engins motorisés.

ARTICLE 5 : MISE EN CONFORMITÉ

Un dispositif automatique de désinfection des eaux et un compteur en sortie de réservoir doivent être mis en place dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté préfectoral.

Dans un délai d'un an après signature du présent arrêté préfectoral, la commune de Fresnes-au-Mont doit mettre en place les clôtures et les portails tels que définies par l'hydrogéologue agréée autour des périmètres de protection immédiate.

Dans un délai de deux ans après signature du présent arrêté préfectoral, la commune de Fresnes-au-Mont doit réaliser les travaux suivants :

- ✓ Pose d'une barrière sur le chemin rural du Moyen Terme ;
- ✓ Réfection des accès aux ouvrages ;
- ✓ Suppression des arbres au sein des périmètres de protection immédiate ;
- ✓ Réfection des ouvrages en acier inoxydable : porte, aérations, grilles sur les trop-pleins et échelle ;
- ✓ Sécurisation des fermetures ;
- ✓ Déplacement de la cabane de chasse hors du périmètre de protection rapprochée ou équipement de la cabane avec des toilettes et une cuve étanche de 1500 litres, non enterrée, avec pompe de relevage qui doit être vidangée 1 fois/an par une entreprise agréée aux frais des usagers.

ARTICLE 6 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité des sources de la Gillotte Nord-Ouest, de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Fresnes-au-Mont.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT, DISTRIBUTION DE L'EAU ET AUTORISATION

ARTICLE 7 : AUTORISATION D'UTILISER L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

La commune de Fresnes-au-Mont est autorisée, à titre de régularisation, à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir des sources de la Gillotte Nord-Ouest, de la Gillotte Sud-Est et la Fontaine de la Gillotte dans le respect des modalités précisées aux articles du présent chapitre.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Fresnes-au-Mont doit être déclaré en préfecture, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 8 : CONCEPTION ET ENTRETIEN DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Les ouvrages servant à la production et à la distribution de l'eau doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : TRAITEMENT DE L'EAU

Les eaux brutes doivent faire l'objet d'un traitement de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. Le dispositif automatique de désinfection des eaux doit être mis en place dans un délai de six mois à compter de la signature de l'arrêté de DUP.

ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

La commune de Fresnes-au-Mont est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont elle a la responsabilité. Elle veille notamment à la protection de ses ressources ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un carnet sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant.

ARTICLE 11 : CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau s'effectue selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 12 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Les propriétaires de terrains et les locataires compris dans les périmètres de protection doivent subordonner leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et sanctionnée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 3 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 14 : SERVITUDES

Les limites des périmètres de protection et les servitudes seront inscrites dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fresnes-au-Mont le cas échéant.

ARTICLE 15 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

La notification individuelle du présent arrêté est faite sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée. La commune de Fresnes-au-Mont est chargée d'effectuer cette formalité.

Les propriétaires des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont tenus d'informer les locataires et les exploitants des terrains de l'établissement de la protection du captage faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes y afférents.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché pendant une durée minimale de deux mois à la mairie des communes de Fresnes-au-Mont, Rupt-devant-Saint-Mihiel et Nicey-sur-Aire. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux du département de la Meuse.

La commune de Fresnes-au-Mont transmet à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, dans un délai de 6 mois après la date de signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 16 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O. n° 20038 54036 NANCY Cedex.

ARTICLE 17 : MESURES EXÉCUTOIRES

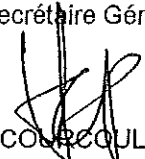
La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse, la Sous-préfète de Commercy, les maires des communes de Fresnes-au-Mont, Rupt-devant-Saint-Mihiel et de Nicey-sur-Aire, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur est notifié et dont copie est adressée à titre d'information au président du Conseil Général de la Meuse, au directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, au président de la Chambre d'Agriculture, au directeur de l'Office National des Forêts et au directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

Bar-le-Duc, le 20 FEV. 2013

Pour copie conforme
Le chef de bureau délégué,


Vassili CZORNY

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,


Hélène COURCOUL-PETOT

Liste des annexes :

- Annexe I : Etat parcellaire des périmètres de protection immédiate
- Annexe II : Etat parcellaire du périmètre de protection rapprochée
- Annexe III : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate
- Annexe IV : Plan du périmètre de protection rapprochée